



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine.

34^{ème} Session du Conseil des droits de l'Homme
Item 6 : Rapport du Group de travail sur l'Examen périodique universel : Togo

Genève, 15 mars 2017

Intervenant : Sofia Cánovas

Merci Monsieur Président:

La RADDHO salue la présence de la délégation Togolaise et la félicite pour sa coopération avec les mécanismes du Conseil ainsi que l'implication de la société civile dans l'élaboration de son rapport.

La soumission à mi-parcours sur les progrès réalisées en 2014, l'adhésion au deuxième Protocole facultative se rapportant au Pacte International relative au Droits Civils et Politiques visant à abolir la peine du mort et la mise sur pied d'un mécanisme national de prévention de la torture constitue un pas important.

Depuis le 1^{er} cycle de l'EPU, le Togo a reçu plusieurs détenteurs de mandat, et a mis à jour la plus part de ces rapports au niveau des organes de traités. La RADDHO apprécie également les efforts consentis dans le domaine de l'éducation, de la santé publique, de la lutte contre la corruption, la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Par ailleurs, la RADDHO reste préoccupé par la persistance de la violence sexuelle et sexiste, la maltraitance des filles, le harcèlement sexuel, le viol dans les écoles, la mutilation génitale féminine, le travail des enfants, la traite, ainsi que le taux élevé de mariage précoce et forcé.

Pour conclure, la RADDHO exhorte le Togo à réunir les conditions nécessaires pour respecter le droit à la liberté d'expression et à la création d'un mécanisme efficace pour renforcer le travail des défenseurs des droits de l'homme. De plus, la RADDHO encourage le Togo à intensifier les efforts en vue d'éliminer la corruption dans le système judiciaire, la surpopulation carcérale, et le mauvais traitement des détenus. En fin, la RADDHO invite le pays d'allouer des ressources permettant une meilleure assistance judiciaire des femmes.

Je vous remercie.